

**COMPTES-RENDUS  
BIBLIOGRAPHIQUES**

**Bagnaschino (Davide), en collaboration avec Mauro Amalberti et Antonio Fiore, *La Linea Maginot del Mare. Le fortificazioni francesi della Maginot Alpina tra Mentone e Sospel. I combattimenti dal Giugno 1940 al 1945*, Borgone di Susa, Melli, 2007, 213 p., 29€ ([www.davidebagnaschino.it](http://www.davidebagnaschino.it))**

Nous avons déjà présenté dans ces colonnes le compte rendu des deux ouvrages précédents rédigés par Davide Bagnaschino<sup>1</sup>. Nul n'est donc besoin d'épiloguer sur la passion que ce géomètre de profession voue aux fortifications italiennes (« Vallo Alpino del Littorio »)<sup>2</sup> ou françaises (« Ligne Maginot »).

Le dernier ouvrage qu'il nous propose a été préparé avec le concours de Mauro Amalberti pour la partie historique (brève description des combats intervenus autour de ces ouvrages de juin 1940 à avril 1945) et d'Antonio Fiore pour la couverture photographique (240 photos en couleurs prises à l'extérieur comme à l'intérieur des fortifications), mais l'essentiel du développement, rédigé par Davide Bagnaschino, est consacré à la présentation minutieuse des ouvrages Maginot de Sospel à Menton où, sur 18 km de front potentiel, la Commission d'Organisation des régions Fortifiées avait aménagé, de 1928 à 1940, 10 « gros ouvrages »<sup>3</sup>, 6 « petits ouvrages »<sup>4</sup> et 8 avant-postes<sup>5</sup>.

L'auteur, comme à l'accoutumée, se montre à l'aise dans la présentation des conditions techniques des sites fortifiés (casernements, centrales électrique et de ventilation, dépôts de munitions, armements utilisés, blocs d'entrée et de combat) et, outre les observations personnelles *in situ*, il s'est appuyé sur une bibliographie exhaustive<sup>6</sup>, tout en proposant six cartes et vingt plans détaillés qui permettent de bien situer les ouvrages les uns par rapport aux autres, de même que les blocs photographiés. Il faut insister sur la richesse de l'iconographie (12 photos de 1939-1940<sup>7</sup> en noir et blanc et 240 photos récentes en couleurs).

Sur le plan de la connaissance de la Ligne Maginot des Alpes et de son utilité, il n'apporte rien de nouveau, si ce n'est quelques brèves allusions à l'état actuel des fortifications, à leur visite possible ou à leur dangerosité, mais il faut tenir compte que le livre est avant tout destiné à un public transalpin pour lequel il sera d'un grand intérêt et suscitera vraisemblablement des velléités de visites des ouvrages ouverts au public (fortin du Pont Saint-Louis, gros ouvrages de Sainte-Agnès, Barbonnet, Saint-Roch et Agaisen) de la part de Ligures ou de Piémontais. Un aperçu de la fréquentation de ces forts-musées aurait été le bienvenu, de façon à montrer l'émergence d'un tourisme culturel nouveau.

On peut regretter qu'un ouvrage dont la première partie du titre intègre la présence de la mer n'évoque pas les casemates Maginot des Corniches qui, certes, n'entrent pas dans la catégorie des « gros ouvrages » ou des « petits ouvrages » mais dominant bien la Méditerranée<sup>8</sup> et intrigant, plus d'une fois, les touristes ou les Azuréens circulant sur l'un des plus beaux panoramas de la planète.

**Jean-Louis Panicacci**

---

<sup>1</sup> *Alta Roja fortificata. Dal campo trincerato del Tenda alle opere in caverna del Vallo Alpino*, Borgone di Susa, Melli, 2001, 208 p. in *Recherches Régionales*, N° 166, 2003, p. 120 ; *Il Vallo Alpino a Cima Marta*, Arma di Taggia, Atene edizioni, 2002, 271 p. in *Recherches Régionales*, N° 168, 2003, p. 114.

<sup>2</sup> Il a d'ailleurs été associé au projet Interreg « La Mémoire des Alpes 1939-1945 », pour le secteur géographique relevant de la province d'Imperia (CD-Rom « Guerre, Alliés, Résistance »).

<sup>3</sup> Cap Martin, Roquebrune-Cornillat, Mont Agel, Sainte-Agnès, Castillon, Barbonnet, Saint-Roch, Agaisen, Brouis, Mont Grosso.

<sup>4</sup> Croupe du Réservoir, Col de Garde, Banquettes, Garuche, Golf de Sospel, Champ de tir de l'Agaisen.

<sup>5</sup> Pont Saint-Louis, Pilon, Colletta, La Pena, Pierre Pointue, Scuvion, Castes Ruines, Croix de Cougoule.

<sup>6</sup> Vingt ouvrages « techniques » (avec les fondamentaux tels que Mary, Gariglio-Minola, Truttmann et les frères Cima aussi bien qu'avec les études de vulgarisation et de découverte telles que Raybaud et Wahl) et « historiques » (avec les anciens Marchini, Montagne et Azeau aussi bien que les récents Béraud, Gallinari, Panicacci et Plan-Lefèvre).

<sup>7</sup> Presque toutes reprises de l'ouvrage du général Montagne ou de la revue *Vincere*.

<sup>8</sup> Contrairement aux ouvrages de la cuvette de Sospel et de la commune de Breil.

**Bariety (Jacques) (dir), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe, 1919-1932*, Presses universitaires de Strasbourg, 2007, 542 pages.**

La construction de l'Europe se trouve au centre de l'actualité et inspire même l'intitulé de la nouvelle question inscrite au programme des concours en 2007. Aussi la parution des actes d'un colloque international, organisé par Jacques Bariety, colloque consacré à Briand, la SDN et l'Europe, apparaît-elle particulièrement opportune et utile.

L'ouvrage réunit les contributions de nombreux spécialistes de l'histoire des relations internationales, celles-ci étant comprises dans leur acception la plus large, recouvrant approches diplomatiques, militaires, économiques, culturelles, étudiant le rôle des acteurs principaux et secondaires. Briand, la complexité de sa personnalité, les inflexions de sa politique, ses succès et ses échecs occupent une place majeure dans les analyses. On le voit passer d'une volonté d'application ferme du traité de Versailles, position de 1921 parfois oubliée, à une conciliation plus réaliste. De fait, les accords de Wiesbaden sur les réparations, en octobre 1921, dépassent la coopération économique et esquissent déjà un rapprochement politique. En fait, Briand a-t-il tellement le choix ? Le refus des Britanniques de s'engager sur le continent, les germes d'instabilité qu'entretiennent les nationalistes allemands et les minorités d'Europe de l'Est, le pacifisme de l'opinion publique, les nouvelles théories juridiques de « paix par le droit », tous ces facteurs conduisent le ministre français à parier sur la « face démocratique » de l'Allemagne et à essayer de lier celle-ci par des accords diplomatiques. Par là, prenant en compte l'affaiblissement du poids de la France sur la scène internationale, il peut espérer redonner à son pays une influence et un prestige dus désormais à son engagement pour la paix et la construction de l'Europe. Mais Briand semble bien avoir été conscient des lacunes de Locarno et avoir été conduit de la sorte au pacte qu'il signa avec Kellog.

Pour restaurer son influence la France mise aussi sur un de ses atouts particuliers, la culture. Aussi essaye-t-elle de contrôler l'Institut international de coopération intellectuelle, créé dans le cadre de la SDN. Elle s'engage dans la coopération économique. Elle s'appuie sur toutes les forces favorables à la paix, le Saint-Siège, les alliés de l'Est, la presse comme *l'Europe nouvelle* de Louise Weiss. Mais les obstacles se révèlent nombreux : jeu solitaire de la Grande-Bretagne qui veut éviter une hégémonie française sur le continent, isolationnisme des Etats-Unis et indifférence de ce pays au plan Briand de 1929, disparités de niveau économique entre les diverses parties de l'Europe, contradiction entre le libéralisme pratiqué dans certains pays et l'interventionnisme prôné ailleurs, divergence entre les projets d'union européenne et la vocation universaliste de la SDN, méfiance des Allemands, même, pour l'anecdote, conflits avec Albert Thomas, Français faisant passer les intérêts du BIT avant ceux de son pays d'origine.

L'ouvrage se révèle trop riche pour que tous ses apports puissent être évoqués. Des développements intéressants et souvent neufs sont consacrés aux divers groupes de pression, à la position des pays étrangers, position exposée à partir de leurs archives nationales, à des épisodes particuliers comme celui de la Haute-Silésie où s'illustre le général Le Rond. L'un des mérites du colloque est de montrer que la personnalité, les objectifs, les méthodes de Briand suscitent des interprétations et des jugements très divers dans la communauté internationale des chercheurs. La présentation scientifique du volume, avec notes, bibliographie, chronologie, iconographie, annexes, est parfaite. Cette mise au point marque une importante étape dans les connaissances relatives à un homme très célébré de son vivant et à des événements qui ont servi de matrice aux expériences européennes d'après 1945.

Ralph Schor

**Chatriot (Alain) et Duclert (Vincent), *Le gouvernement de la recherche, Histoire d'un engagement politique de Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969)*, La Découverte, Paris, 2006, 428 pages.**

*Le gouvernement de la recherche*, ouvrage issu d'un programme lancé par l'EHESS, analyse pour la première fois l'âge d'or que représente dans le domaine de la recherche les années Mendès-de Gaulle, de 1953 à 1969.

Les périodes antérieures apparaissent en effet bien timides en matière de politique scientifique : cette préoccupation compte peu pour les responsables avant 1914. Dans l'entre-deux-guerres est ébauchée une première forme d'institutionnalisation. Dans l'après-guerre, les réflexions

marginales qui sont menées ne s'imposent pas comme une priorité aux gouvernements. Mais Pierre Mendès France, au pouvoir en 1954-1955, amorce un tournant décisif. En avance sur ses contemporains, voulant lier science et politique, introduire la recherche dans son champ d'action, il déclare dès le 3 juin 1954 : « La République a besoin des savants ; leurs découvertes (...) contribuent à la grandeur d'un pays ». Aussi crée-t-il un secrétariat d'Etat à la Recherche scientifique et au progrès technique, rattaché au président du conseil et confié à Henri Longchambon, normalien, agrégé de physique, ancien résistant. Les successeurs de Mendès France ne conservent pas le secrétariat d'Etat, mais l'ancien président du Conseil organise du 1<sup>er</sup> au 3 novembre 1956 à Caen un colloque national sur la recherche et l'enseignement scientifique. Ces états généraux de la recherche réunissent 250 savants, industriels, hauts fonctionnaires, élus, journalistes qui se retrouvent lors de réunions ultérieures, lancent de nombreux projets et consacrent le rôle politique et social des chercheurs.

Le général de Gaulle a, dans le passé, montré son intérêt pour les questions scientifiques. Pendant la guerre, Louis Rapiner a dirigé à New York un bureau scientifique de la France libre et fondé en 1942 l'Ecole libre des hautes études, sorte de Collège de France en exil. Le 8 avril 1961 est créée la Délégation générale à la recherche scientifique et technique qui institutionnalise et organise la recherche publique. Pierre Piganiol, responsable de la nouvelle structure, utilise habilement l'imprécision du dispositif initial pour accroître son périmètre, joue de son passé de grand résistant et de l'appui du professeur Debré, père du Premier ministre. La DGRST qui finance de grands programmes d'action contribue à la riche moisson de prix Nobel que la France récolte dans les années 1960. Les sciences humaines et sociales, sans être prioritaires, ne sont cependant pas oubliées.

Le livre publie aussi de nombreux témoignages, dont ceux d'acteurs essentiels comme Pierre Piganiol, Louis Crémieux-Brillac, Raymond Poignant, Pierre Lelong, Marcel Boiteux, Stéphane Hessel... Enfin dans une troisième partie figurent non de simples annexes mais un riche dossier documentaire qui prolonge le propos des auteurs. Ce livre solide et précis, consacré à la recherche scientifique, illustre brillamment celle-ci.

Ralph Schor

**Rosanvallon (Pierre), *La Contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Le Seuil, Paris, 2006, 346 pages.**

En même temps qu'elle triomphe, la démocratie fait naître de vives critiques. Toute légitime qu'elle soit, elle souffre d'un déficit de confiance. Aussi cherche-t-on toujours un contre-pouvoir qui le contrôle et la corrige. Pierre Rosanvallon pense que, désormais, l'analyse d'un régime politique se fonde à la fois sur son architecture institutionnelle et sur les divers mécanismes d'évaluation et de blocage.

L'auteur décrit d'abord les modalités par lesquelles s'exerce une surveillance sur le système représentatif : les sondages, les rapports, les reportages qui institutionnalisent quasiment l'opinion, la dénonciation des abus et des scandales, l'expertise en matière de gestion. La surveillance est assurée par de nombreux acteurs, associations diverses, mouvements féministes et générationnels, minorités sexuelles, ONG, internet, autorités indépendantes incarnées par les médiateurs, instances d'audit internes aux administrations... Ainsi s'affrontent plusieurs légitimités, celle des pouvoirs institués et celle de leurs censeurs : Camille Desmoulins ne disait-il pas que « les journalistes exercent le ministère public » et remplissent « une véritable magistrature » ?

Pierre Rosanvallon, analysant la « souveraineté d'empêchement », rappelle que celle-ci a toujours montré ses capacités de résistance au pouvoir par le repli, le détournement des règles, parfois la rébellion, plus généralement par l'opposition politique, le vote-sanction, la dissidence organisée. Ainsi apparaît une « politique négative » qui cherche à bloquer certains projets officiels par des manifestations de rue ou des campagnes médiatiques et à punir électoralement les sortants par des votes fondés davantage sur un jugement du passé que sur les choix d'avenir.

Les citoyens sont érigés en juges par des jurys populaires dont diverses expérimentations ont été dans le passé ou des conseils spécialisés comme les prud'hommes en France. Dans les démocraties contemporaines s'effectue un glissement du politique au pénal, une juridiciarisation qui veut contraindre les gouvernements à rendre des comptes. L'auteur montre qu'on est passé d'une démocratie de confrontation et de représentation à une « démocratie d'imputation ».

La contre-démocratie construit donc un système complexe de division des pouvoirs, une dialectique incessante entre action et contrôle, une dissémination des initiatives et des responsabilités.

Les citoyens cherchent moins à conquérir le pouvoir qu'à le corseter et à lui imposer une totale transparence, idéal jugé parfois supérieur à l'intérêt général. Mais il peut arriver que la démocratie étouffe la démocratie. En effet la radicalisation de la volonté de surveillance et de souveraineté négative peut conduire au populisme, défini comme une pathologie de la vigilance et de l'empêchement, une exacerbation destructrice de l'idée de peuple-juge.

En définitive, Pierre Rosanvallon souhaite un équilibre entre le gouvernement électoral-représentatif, qui ne doit pas se transformer en machine à gouverner, la délibération politique qui doit rester ouverte et adaptable, la contre-démocratie qui doit éviter le piège de populisme. Ce livre brillant, éclairé par des analyses historiques remontant jusqu'aux racines grecques de la démocratie, montre aussi que la dépolitisation souvent évoquée et le repli sur la sphère du privé constituent de fausses évidences. La contre-démocratie témoigne au contraire de la vitalité de la société civile.

Ralph Schor

**Encrevé (André), *La France de 1870 à 1914, Que sais-je ?* PUF, Paris, 2006, 126 pages.**

Sur un sujet et une séquence chronologique classiques, les débuts de la III<sup>e</sup> République, André Encrevé propose une excellente synthèse. Le livre s'articule en quatre chapitres : le triomphe des Républicains (1870-1879), la France de la III<sup>e</sup> République, l'installation de la République (1879-1898), la consolidation de la République (1898-1914).

L'auteur explique comment, en dépit d'une conjoncture économique défavorable dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, les républicains ont enraciné le régime et assuré la longévité de celui-ci. Il passe en revue les raisons idéologiques de ce succès, la mise en place d'une démocratie libérale, et les formes de sociabilités qui renouvellent la vie politique. Outre le récit des événements intervenus, le livre offre des développements bien venus sur les forces politiques, l'économie, la société, la religion, la culture, l'action diplomatique, l'expansion coloniale.

Ce guide sûr et complet rendra les plus grands services.

Ralph Schor

**Konopnicki (Raphaël), *Camarade VOISIN*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Editeur, 2008, 397 p.**

Le récit autobiographique de Raphaël Konopnicki, né en Pologne en 1915, est riche de faits et de notations psychologiques relatives aux juifs immigrés dans la France de l'entre-deux-guerres, à leur implication fréquente dans la lutte contre le fascisme, voire à la séduction qu'ils ont éprouvée vis-à-vis du communisme, avant de s'engager dans des formations de la Résistance. Le parcours de « Konop » est encore plus original dans la mesure où il a été, plusieurs années responsable de la SFIO et de la CGT à Metz, avant d'adhérer au PCF à Marseille en 1940. Nous n'évoquerons pas, dans ces lignes, les chapitres consacrés à son militantisme d'avant-guerre aussi bien qu'à ses pérégrinations d'après-guerre, pour nous concentrer sur sa période azurée (mars 1943-juillet 1946) où il est devenu, au début de l'occupation allemande Edouard Voisin, d'où le titre de l'ouvrage.

La description de la vie à Nice et en principauté de Monaco sous l'occupation italienne n'apporte guère d'éléments nouveaux, si ce n'est une description des affres des joueurs invétérés du casino de Monte-Carlo qu'il rencontre dans le train le conduisant à son travail dans un grand magasin de tissus. En revanche, la période de l'occupation allemande est très intéressante avec une bonne illustration de la « grande rafle » des juifs conduite par Aloïs Brünner<sup>9</sup> et un hommage rendu aux personnes<sup>10</sup> qui ont hébergé un certain temps sa famille et les collatéraux, avant d'aborder l'action clandestine du « camarade Voisin ». En premier lieu, la direction de l'imprimerie clandestine de l'UJRE et de la section juive des FTP-MOI, sise à Valrose, de septembre 1943 à février 1944<sup>11</sup> ;

<sup>9</sup> Les nombreux changements de domicile, l'entassement dans de petits appartements, la faim qui tenaille les organismes, la panique devant l'action impitoyable des SS et de leurs collaborateurs français.

<sup>10</sup> L'institutrice Clémentine Riccobono à Nice, le couple d'hôteliers Edmond et Marie Deneuve à Cannes, ayant obtenu la médaille des Justes parmi les Nations à titre posthume en 2006.

<sup>11</sup> La description de la villa, de son matériel d'impression et des tirages multiples qui y furent réalisés (*Notre Parole, Jeune Combat, Fraternité, J'Accuse, Pensée et Action, France d'Abord, Le Cri des travailleurs*) est fort intéressante car elle ne se limite pas au factuel mais relate également les difficultés psychologiques des « imprimeurs » Edouard Voisin et Renée Collin (Rose Konopnicki), constamment sur le qui-vive et stressés par les arrestations successives de leurs chefs et pourvoyeurs *L'Avocat* (Joseph Rosebaum auquel le livre est dédié), *Grégoire* (Spolianski) et *Chiffra* (Rosenzweig), qui moururent sous la torture sans avoir parlé.

ensuite, la direction politique et militaire du PCF dans l'arrondissement de Grasse jusqu'à la Libération<sup>12</sup>. L'auteur nous apporte des éléments d'explication importants sur les conflits de personnes et de « ligne » qui ont opposé les dirigeants de la fédération des Alpes-Maritimes du PCF en 1945-1946, voire les dirigeants azuréens à la direction nationale, jusqu'à l'éviction de la direction fédérale puis du comité fédéral de Paul Maertens, Edouard Voisin, Henri Paoli, François Reboa en juillet 1946.

On peut regretter qu'il y ait des confusions géographiques<sup>13</sup>, de sigle<sup>14</sup> ou des erreurs chronologiques<sup>15</sup> mais n'oublions pas que l'ouvrage proposé n'est pas un livre d'histoire mais bien de souvenirs. Son contenu ne peut qu'intéresser les historiens et érudits travaillant sur la Résistance, le PCF et l'immigration juive d'Europe centrale.

Jean-Louis Panicacci

**KLOTZ (Roger) – Félix Gouin, l'avocat de la démocratie.** Istres, Association des Amis du Vieil Istres, 2008.

C'est à Nice que Félix Gouin est mort, le 25 octobre 1977. Cet ardent défenseur de la République, qui passe pour un météore de la vie politique, était en fait mal connu jusqu'à aujourd'hui. Ce livre, qui vient de sortir, comble une lacune puisque c'est la première biographie de Félix Gouin.

Né le 4 octobre 1884, dans une famille d'instituteurs laïques profondément enracinée à Istres, dans les Bouches-du-Rhône, Félix Gouin a eu une carrière politique exceptionnelle.

Maire d'Istres de 1922 à 1959, il mena, au moment où la ville s'industrialise, une politique d'équipements sociaux, qui est peut-être symbolisée par la construction des « Habitations à Bon Marché », qui font aujourd'hui partie du patrimoine historique de la Ville d'Istres.

Conseiller Général de 1920 à 1958, il a été à la fois un homme de terrain et le porte-parole départemental du Parti socialiste SFIO.

Député de 1924 à 1940. Il a surtout été un député actif et assidu, participant à la confection des lois et au contrôle du gouvernement par son travail en commission et par sa participation aux séances. Le 10 juillet 1940, il est le seul Député des Bouches-du-Rhône à refuser les pleins pouvoirs au Maréchal. Rapidement, il rejoint Londres où, avec René Cassin, il travaille à la réforme de l'Etat. Il devient donc Président de l'Assemblée Consultative d'Alger puis Président de la première Assemblée Constituante. Du 23 janvier 1946 au 12 juin de la même année, il devient Président du Gouvernement Provisoire de la République, suite à la démission du Général de Gaulle. Il avait, à ce titre, rang de Chef de l'Etat.

Félix Gouin est redevenu député en 1946 et s'est retiré en 1958. Il a surtout défendu la suprématie du Pouvoir Législatif sur le Pouvoir exécutif

Joseph Valliche

---

<sup>12</sup> Mise en place des Milices patriotiques et des Comités locaux de Libération, contacts avec les FTP, le FN et les formations de la Résistance non communiste ; l'auteur nous propose une description inédite de la manifestation patriotique du 14 juillet devant le monument aux morts de Cannes comme des bals patriotiques ayant lieu à Mougins les dimanches après-midi afin de diffuser la propagande écrite, collecter des fonds pour les maquis voire pour recruter des combattants.

<sup>13</sup> En ce qui concerne la partie azurienne La Roquette sur Var est citée en lieu et place de La Roquette sur Siagne.

<sup>14</sup> L'usine d'aviation de La Bocca est indiquée à deux reprises comme étant la SNECMA au lieu de la SNCASO.

<sup>15</sup> L'arrestation de Mussolini le 24 juillet 1943, des cadavres mutilés de juifs et de résistants abattus par des miliciens ou des doriotes découverts sur les bords des routes sous l'occupation italienne, le départ des Allemands de Cannes dans la nuit du 24 au 25 août 1944, l'entrée des Américains à Nice le 29 août, la libération de Monaco le 7 septembre et celle de Menton le 9 septembre.